

L'exploitation des gaz de schiste bientôt interdite en France ?

Les pressions étaient trop fortes pour un gouvernement déjà fragilisé. Attendu depuis de longues semaines par José Bové et ses amis d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), les présidents des régions concernées par les permis d'exploration délivrés au printemps dernier par le fraîchement repenti Jean-Louis Borloo et des dizaines de parlementaires qui ont fait fi des clivages traditionnels sur ce dossier volcanique, réclamé par des populations qui n'avaient pas été consultées, le cent quatre-vingt degrés étatique est en train de prendre forme.



Favorable à l'interdiction de l'exploitation des gaz de schiste sur le territoire national, la ministre de l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet peut désormais espérer voir son vœu exaucé

La mission d'évaluation diligentée début février n'a pas suffi à éteindre l'incendie, lequel n'a cessé de se propager au gré de l'accumulation de révélations accablantes sur les dommages écologiques provoqués par l'exploitation des gaz de schiste outre-Atlantique. La découverte de substances radioactives dans les eaux pennsylvaniennes et le constat troublant d'une augmentation de l'activité tellurique en l'Arkansas (États-Unis) ont achevé de clouer au pilori la fameuse technique de fracturation hydraulique, froidement dépeinte dans le très abouti documentaire Gasland et devenue synonyme d'horreur absolue pour les défenseurs de l'environnement.

Le ministre de l'Énergie Éric Besson était autrement plus réservé mais c'est finalement sa collègue de l'Écologie Nathalie Kosciusko-Morizet qui a pris le dessus.

Le premier grand succès politique pour « NKM » depuis son installation à l'Hôtel de Roquelaure mi-novembre. Une victoire rendue possible par l'apparition de fortes dissensions au sein de la majorité et plus largement par un contexte politique trop tendu pour ne pas appeler à une application stricte du principe de précaution.

Le gouvernement a finalement opté pour cette position vendredi, une semaine après le dépôt par le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale Christian Jacob d'une proposition de loi visant à interdire l'exploitation des gaz de schiste et à abroger les permis précités. Les socialistes et Jean-Louis Borloo ayant fait de même, les députés pourraient adopter cette proposition à l'unanimité en une seule lecture et en procédure d'urgence dans les prochaines semaines.

Si une date d'examen doit encore être arrêtée, les écologistes peuvent enfin commencer à y croire. « Cette annonce est un geste positif mais cela pouvait difficilement être différent puisque la France des terroirs avait massivement dit non cet hiver à ces projets d'exploitation et puisque les membres de Parlement avaient relayé ce refus massif vers Paris », a commenté José Bové, qui dit toutefois rester « excessivement prudent [...] tant qu'une loi ne sera pas votée pour formaliser cet abandon officiel ». Il a quand même de bonnes raisons d'être optimiste